

Pendant ce temps, sir Edward Grey, ministre des Affaires Étrangères du gouvernement britannique, faisait d'énergiques efforts pour le maintien de la paix. Il proposa la réunion à Londres d'une conférence européenne. La France et l'Italie acceptèrent sans délai. Le gouvernement allemand répondit le 27 juillet qu'il accepterait la médiation "en principe", se réservant le droit de soutenir l'Autriche si elle était attaquée. Le 30 juillet la Russie ordonna une mobilisation générale de son armée. Le 31 juillet, à minuit, l'ambassadeur d'Allemagne à St. Pétersbourg (maintenant Petrograd), présenta un ultimatum de son gouvernement requérant la Russie de commencer sa démobilisation dans les douze heures suivantes, c'est-à-dire avant le lendemain à midi. Aussitôt que cette heure eut sonné, les gouvernements allemand et autrichien ordonnèrent une mobilisation générale de leurs armées et de leurs marines, et le même jour, à sept heures du soir, la Russie fut informée qu'un état de guerre existait entre elle et l'Allemagne. Le même jour, le Président de la République Française signait un décret ordonnant la mobilisation générale, après avoir été informé que l'Allemagne avait signifié un ultimatum à la Russie et qu'elle commençait à mobiliser, manifestant ainsi l'intention de la France de rester fidèle à son alliance. Sir Edward Grey avait auparavant donné instruction à ses ambassadeurs à Berlin et à Paris de demander si, dans le cas d'une guerre, la neutralité de la Belgique serait respectée par l'Allemagne et par la France. Le gouvernement français répondit promptement dans l'affirmative, ajoutant toutefois que si cette neutralité était violée par une autre puissance, la France pourrait se trouver obligée de changer de tactique, pour sa propre défense. Le 2 août, le gouvernement allemand invita la Belgique à adopter une attitude de neutralité amicale, et de permettre le passage des troupes allemandes à travers son territoire pour faciliter l'invasion de la France, lui accordant un délai de douze heures pour faire connaître sa réponse. Dans la nuit du premier août les troupes allemandes avaient envahi le Luxembourg; dès le lendemain, elles occupèrent la totalité du duché et entrèrent en territoire français, près de Longwy. Le 3 août la France était informée par l'Allemagne qu'un état de guerre existait entre ces deux pays. Le lendemain, le gouvernement britannique envoya un ultimatum à l'Allemagne exigeant d'elle le respect de la neutralité de la Belgique, que le chancelier allemand avait déjà manifesté l'intention de violer. Avant la remise de cet ultimatum, des troupes allemandes étaient entrées en territoire belge en armes, et dès le lendemain, elles s'efforcèrent de s'emparer par surprise de la grande ville industrielle de Liège. Ayant méconnu la force et la valeur de la garnison, elles s'élancèrent en masses profondes et furent repoussées avec de lourdes pertes. En conséquence, le 5 août, le gouvernement britannique déclara l'existence de l'état de guerre entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, comme ayant commencé la veille à onze heures du soir. Il est à remarquer que tous les belligérants s'abstinrent soigneusement de toute déclaration de guerre formelle. L'Italie annonça son intention de demeurer neutre, pour la raison que la guerre entreprise par l'Autriche avait un caractère agressif.